

Assemblée nationale
126, rue de l'Université
75355 Paris 07 SP

**Monsieur le Président de la République
Palais de l'Élysée
55, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris**

Paris, le 24 janvier 2024

Objet : opposition ferme de la France à la signature de l'accord entre l'Union européenne et le Mercosur

Monsieur le Président de la République,

Dans le prolongement naturel de la résolution n°1173 adoptée le mardi 13 juin à l'Assemblée nationale, nous, députés, vous alertons sur les dangers de l'adoption de l'accord entre l'Union européenne et le Mercosur.

Les agriculteurs font savoir leur colère dans la rue, à l'instar de leurs collègues allemands, néerlandais, roumains, espagnols, polonais. Cette colère est ancrée dans des difficultés bien réelles qui menacent plus que la viabilité économique des exploitations agricoles. Elles menacent notre capacité à nous nourrir. La France a déjà perdu sa souveraineté alimentaire ovine, fruitière, légumière, avicole, bovine.

L'impact du réchauffement climatique sur les conditions d'accès à l'alimentation est l'un des principaux facteurs de déstabilisation géopolitique des prochaines décennies. Dans un monde où plus de 40% de la population est rurale et où 80% des personnes souffrant de sous-alimentation sont des paysans, l'enjeu de l'accès à l'alimentation, de la protection du revenu agricole et de la stabilité des paysanneries doit être érigé en priorité de notre action internationale.

L'accord entre l'Union européenne et le Mercosur, en plus d'aller à l'encontre de nos objectifs climatiques, accroîtrait la pression sur nos 416 500 exploitations agricoles (contre 514 964 en 2010) : il ajouterait à la concurrence habituelle des bas salaires (alors que nous dépenserons cette année 423 millions d'euros en allègement du coût du travail pour soutenir la compétitivité de nos entreprises agricoles) la déloyauté de standards environnementaux, sanitaires, de bien-être animal inégaux.

Ce déséquilibre lèse particulièrement les agriculteurs, qui reçoivent des injonctions contradictoires : d'un côté, assurer la souveraineté alimentaire, produire, maintenir des entreprises rentables pour attirer des talents nouveaux, de l'autre, adapter leurs exploitations aux exigences – légitimes – de transition écologique alors qu'ils subissent de plein fouet les

conséquences du changement climatique. Ce déséquilibre lèse aussi les consommateurs, ignorants de la signification environnementale et sanitaire de la provenance des produits qui les nourrissent.

Comme l'Assemblée nationale et le Sénat y ont appelé, comme y appellent les agriculteurs français : la France doit dire non à la conclusion de l'accord et peser pleinement sur la Commission européenne et nos voisins pour leur faire entendre raison. Nous comptons sur vous, Monsieur le Président de la République, pour une intervention ferme auprès de Madame la Présidente Von Der Leyen.

Nous vous prions de bien vouloir recevoir, Monsieur le Président de la République, l'expression de nos salutations respectueuses.

Pascal Lecamp, député de la Vienne
Frédéric Descrozaille, député du Val-de-Marne
François Ruffin, député de la Somme
Julien Dive, député de l'Aisne
Dominique Potier, député de Meurthe-et-Moselle
Luc Lamirault, député d'Eure-et-Loir
Marie Pochon, députée de la Drôme
Sébastien Jumel, député de Seine-Maritime
Paul Molac, député du Morbihan